

François ASSELINEAU

Président de l'Union populaire républicaine (UPR)

Ancien candidat à l'élection présidentielle de 2017

Candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027

28, rue Basfroi 75011 PARIS

Secrétariat : cp@upr.fr

À l'attention de Monsieur Gilles GRESSANI

Directeur de la publication de la revue

« Le Grand Continent »

Paris, le 27 janvier 2026

Objet :

Demande d'organisation d'un débat sur l'avenir de l'Union européenne entre Bruno Le Maire et moi-même à l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm

Monsieur le directeur de la publication,

Le 15 janvier 2026, votre revue « Le Grand Continent » a invité l'ancien ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, à s'exprimer devant les étudiants de l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm sur son projet d'« union de nations » destiné à contourner les blocages de l'Union européenne à 27 et comprenant un nombre réduit de 6 États : France, Allemagne, Italie, Espagne, Pays-Bas, Pologne.

Le discours qu'il a prononcé à cette occasion a été publié *in extenso* par le magazine Le Point, en accès libre sur son site Internet pour essayer de lui donner un certain retentissement.

J'ai eu l'occasion, dans une vidéo publiée sur la [chaîne YouTube UPR-TV](#) le 19 janvier 2026, d'analyser ce discours, qui n'est en réalité qu'un énième projet d'« autre Europe » comme il y en a eu des dizaines depuis la signature du traité de Rome en 1957.

Tous ces projets, où chacun se propose de charcuter l'Union européenne selon le périmètre qui lui traverse l'esprit, ont en commun les caractéristiques suivantes :

- ils ne cherchent jamais à comprendre pourquoi l'Union européenne d'aujourd'hui est comme elle est, ni quelles forces ont conduit à cet attelage de 27 États tirant à hue et à dia,
- ils ne cherchent jamais à dresser le bilan de la « construction européenne », 68 ans après le traité de Rome, ni à comparer les résultats obtenus aux promesses qui ont été faites à la population,
- ils reconnaissent tous que l'Union européenne est dysfonctionnelle mais ils n'analysent jamais pourquoi il en est ainsi,
- ils ne précisent jamais par quels moyens juridiques et concrets ils comptent parvenir à cette « autre Europe » qu'ils proposent.

Alors que l'Union européenne suscite, chez les observateurs du monde entier, des doutes croissants quant à sa viabilité à court et moyen termes, cette question fondamentale est *de facto* interdite de tout débat public en France, que ce soit dans les médias, dans la vie politique ou dans les milieux universitaires. Mais, casser le thermomètre n'a jamais guéri une maladie : la France semble s'enfoncer dans une impasse stratégique et historique qui devient d'autant plus suffocante pour beaucoup de nos compatriotes qu'il leur est interdit d'y réfléchir en conscience.

C'est la raison pour laquelle je vous propose que, conformément à ce qui est précisément sa raison d'être et qui lui vaut des subventions publiques, votre revue « Le Grand Continent » organise un grand débat, public et filmé, entre Bruno Le Maire et moi-même sur l'avenir de l'Union européenne, devant les étudiants de l'École Normale Supérieure et les membres du « Groupe d'études géopolitiques » auquel vous êtes associé.

Ce serait la première fois qu'un débat universitaire se déroule dans cette prestigieuse enceinte entre deux intervenants, l'un (Bruno Le Maire) partisan d'une « autre Europe » et l'autre (moi-même) partisan de la sortie de la France de l'Union européenne. Ce serait l'occasion, comme il sied dans toute démocratie, et *a fortiori* dans toute enceinte universitaire, d'avoir un débat de fond, sérieux et de haute tenue, sur les avantages et les inconvénients à attendre d'un tel choix stratégique.

Je vous rappelle que, selon les propos mêmes du président de la République tenus le 20 janvier 2018 sur la BBC à Londres, un référendum sur le « Frexit », s'il était organisé en France, se solderait probablement en faveur de la sortie de l'Union européenne. C'est dire si un débat sur ce sujet est légitime et urgent !

Dans le cas où Bruno Le Maire déclinerait cette proposition de débattre avec moi, je vous propose de me convier à venir m'exprimer seul, selon un format similaire à celui que vous avez accordé à Bruno Le Maire, sous l'égide de la revue « Le Grand Continent » devant les étudiants de l'École Normale Supérieure.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie, Monsieur le directeur de la publication, de trouver ici l'expression de mes sentiments distingués.


François ASSELINEAU

P.S. : cette lettre est une lettre ouverte, qui est diffusée en parallèle sur les réseaux sociaux de l'Union populaire républicaine :

X : 373 000 abonnés

YouTube : 506 000 abonnés

Facebook : 239 000 abonnés